

« LA GAUCHE SÉNÉGALAISE DEMEURE CONFINÉE ENTRE QUATRE MURS »



PHOTO PAR CNP-50

À l'occasion de la commémoration le 15 septembre 2017 du soixantième anniversaire du Manifeste du Parti Africain de l'Indépendance (PAI), nous avons rencontré Mactar Fofana Niang pour l'interviewer.

Agé de 78 ans, Mactar Fofana Niang est né à Koulikouro (Mali, ex-Soudan). Après le cycle secondaire, il fréquenta l'Institut des Études Administratives Africaines de la Faculté des Sciences économiques de l'Université de Dakar et l'Institut International d'Études économiques et de Planifications coopératives de Moscou (URSS) et l'Institut économique et syndical d'Alger (Algérie). Il a travaillé dans la Fonction publique comme agent technique de la Coopération. Par la suite, il a occupé le poste de chargé de la promotion des ventes de Gillette France pour la zone Ouest Afrique.

Il fut Directeur commercial de la SONADIS (92-94) jusqu'à sa retraite. Sur le plan politique et syndical, Mactar Fofana Niang est un militant des premières heures du PAI et de la Confédération nationale des travailleurs du Sénégal. Il fut militant du Parti de l'Indépendance et du Travail (PIT) et membre de son comité central, responsable du département des organisations de masse et syndicales et premier Secrétaire de la Fédération du Cap-Vert, de Dakar à Sebikotane (84-92). Il fut un des initiateurs du Comité National Préparatoire pour la Commémoration du Cinquantième du Manifeste du PAI en septembre 2017 (CNP/50e) dont il assume la présidence depuis sa création. Il est aussi membre du parti politique Yoonu Askan Wi (Mouvement pour l'Autonomie Populaire) et est très actif dans l'association UNITRA (Université du Troisième âge). Son premier essai intitulé Trajectoires et Documents du Parti Africain de l'Indépendance/Sénégal fut publié en 2015 aux éditions de la Brousse avec l'appui de la Fondation Rosa Luxemburg.

RLS: Pouvez-vous revenir un peu sur la genèse du CNP/50e ?

Commençons par les motivations subjectives. Le Comité national préparatoire (CNP) pour la commémoration du Manifeste du Parti Africain de l'Indépendance (P.A.I) a été mis en place en 2007. C'est le fruit d'une rencontre de deux initiatives. L'une de vieux militants du PAI-SÉNÉGAL, pressés d'interrogations par de plus jeunes militants, vivement préoccupés par le passé de ce parti dont la bravoure dans la lutte pour l'indépendance continue de susciter la fierté de l'opinion. Et l'autre un groupe d'anciens camarades à la recherche de solutions à la situation de la Gauche sénégalaise.

Ensuite, les motivations objectives. La volonté affichée par le régime du Parti Socialiste (1960-2000) d'enfoncer dans l'oubli l'épopée du PAI, aidé en cela, consciemment ou inconsciemment, par la politique développée par certains partis traditionnels se réclamant de la Gauche. La prise de conscience d'anciens militants qui ont œuvré à trouver des solutions à la crise angoissante et aux opportunistes de droite et de gauche qui ont fait de l'entrisme une ligne révolutionnaire politique et de large rassemblement.

Enfin, il y a le devoir de mémoire : J'écrivais dans Trajectoires et Documents du PAI : « nous sommes confrontés à diverses manœuvres tendant à extraire de notre patrimoine culturel et historique tout le capital de lutte anti-impérialiste et anticolonialiste de générations entières de peuples africains. Il est impératif qu'acteurs et témoins qui restent vivants, s'exercent, autant que faire se peut, à livrer témoignages et documents dont ils sont détenteurs, afin de susciter et de faciliter des travaux de recherches et d'exploitation, aux patriotes historiens experts en la matière, au profit de cette jeunesse qui de plus en plus, exige d'exhumer le passé si récent de la décolonisation, et lui offrir ses références et repères. C'est sûrement un devoir incontournable de ces experts mais aussi une partie des conditions sine qua non pour réussir l'avenir qui est à elles. »

RLS: Comment est formé ce comité et quelles sont ses activités ?

Le comité est formé de vieux militants et de plus jeunes militants issus de différents partis de gauche. Le CNP/50e s'est doté d'un bureau exécutif de dix membres. Il a organisé de 2007 à 2017 une série de manifestations parmi lesquelles :

- Des conférences et des panels sur les thèmes :

- « Le PAI : contexte historique de sa naissance, son apport à la lutte des peuples d’Afrique noire pour l’indépendance nationale. Bilan et perspectives ».
- « L’étape actuelle du capitalisme et les tâches de la Gauche ».
- « Le patriotisme économique ».
- Marxisme, libéralisme et religion, espaces de rencontres, espace de rupture ».
- « Les luttes du mouvement syndical hier et aujourd’hui ».
- « L’engagement militant du mouvement étudiant hier et aujourd’hui ».
- « Après cinquante ans d’indépendance, quelle École pour le Sénégal ? »

- Un colloque international placé sous le thème « la réalité du Manifeste du PAI au XXIe siècle ».

- Une exposition sur le thème « Sénégal – Regards sur les luttes pour l’indépendance et les libertés démocratiques (1944-1980) ».

Cette exposition était une fresque historique retraçant, par des images, des archives sonores et des écrits, des événements marquants intervenus durant cette période sur les plans politique, social et culturel.

RLS: Quel a été l’objet de votre rencontre du 15 septembre 2017 ?

Au-delà de la commémoration de la date anniversaire de la publication du Manifeste du PAI, la cérémonie du 15 septembre 2017 a été l’opportunité d’évaluer une décennie d’activités du CNP/50e. Nous avons présenté un rapport à cet effet qui fait le bilan des activités que nous avons organisées. Au regard de

l’assistance et des échanges nous avons comme les fois précédentes une réelle satisfaction.

RLS: Quelle analyse faites-vous de la gauche sénégalaise aujourd’hui ?

Sous tous les cieux, la Gauche anti-impérialiste connaît des hauts et des bas. La Gauche au Sénégal apparaît historiquement comme une Gauche composée de partis et de personnalités se réclamant du marxisme-léninisme et du nationalisme panafricain révolutionnaire. Sa situation aujourd’hui est tristement marquée par de graves déviations et reniements d’une part, mais aussi par une exacerbation des luttes internes et une crise d’orientation et de démocratie.

L’histoire révèle que les crises qui gangrènent les formations de gauche en activité depuis le PAI est structurelle et non congénitale. Elles se manifestent notamment par l’accaparement des directions par les éléments de l’intelligentsia petit-bourgeois incapables de se suicider, pour parler comme Cabral.

La tâche essentielle nous paraît la formation d’un grand parti de Gauche qui devra s’instruire et appliquer les normes léninistes d’organisation et de fonctionnement. Nous y contribuons autant que possible. La situation est assez complexe mais les solutions existent. Remettre la classe ouvrière et la lutte de classe au centre des réflexions et des actions est la seule condition indispensable.

RLS: Comment expliquez-vous la marginalisation électorale des partis de gauche, notamment dans les banlieues et milieux défavorisés, au point qu’ils ne participent plus aux élections, préférant se diluer dans des coalitions hétéroclites ?

Les partis de gauche ont toujours participé aux élections mais n’ont jamais dépassé des résultats à un chiffre (maximum trois députés pour ce qui est des élections législatives). Les raisons d’un tel état de fait sont :

- l'insuffisance de l'implantation géographique et le manque de personnes ressources au niveau des localités ; - le manque d'implication des structures et des militants de gauche auprès et à la tête des masses confrontées à des besoins pressants ; - la faible pénétration au sein de la classe ouvrière et de la paysannerie.

L'expression de rigueur et de rigidité que porte le militant en bandoulière est une exigence qui heurte des êtres humains formatés par les colonisateurs et les structures religieuses très actives dans ce pays.

Les partis de gauche ont été devancés historiquement en matière d'implantation et de maîtrise d'œuvre électorale. Le niveau de conscience politique et de formation reste bas et non pris en charge par la gauche qui demeure confinée entre quatre murs.

Par ailleurs, la question des voies révolutionnaires n'est pas bien comprise par les cadres militants, étant traitée dans les organisations comme une question taboue. Aujourd'hui, on peut considérer que les partis dits révolutionnaires ont abandonné le travail idéologique dans les syndicats et autres organisations de masse. Aveuglés par l'entrisme, les leaders et dirigeants de la gauche, petits-bourgeois de nature, ne croient plus qu'en la démocratie bourgeoise et au mercantilisme politique.

La stratégie des coalitions n'est malheureusement basée que sur l'objectif de partage des délices du pouvoir.

RLS: Quelle analyse faites-vous de la situation du Sénégal aujourd'hui ?

Les Sénégalais d'aujourd'hui partagent majoritairement la conviction que leur pays ploie plus que jamais sous une domination néocoloniale. Le Plan Sénégal Emergent, nouvelle religion des maîtres, en cours d'expérimentation dans certains pays choisis, exprime amèrement l'accaparement des ressources et des terres fertiles au profit du

capital étranger. La pauvreté galopante ne peut être amortie par des actions de charité telle la bourse familiale, laquelle ressortit juste à de la propagande politicienne.

La soumission de notre pays s'approfondit dangereusement avec l'annonce de la découverte de ressources énergétiques. Espérons que tout cela sera source de sursaut patriotique.

RLS: Aujourd'hui ceux qui luttent pour la fin du CFA parlent d'une « seconde indépendance ». Qu'est-ce que cela vous inspire ?

Ceux qui luttent aujourd'hui contre le FCFA, confirment et me renvoient à ce que le PAI mettait en exergue lors de son premier congrès tenu en 1962 à Bamako, dans son Rapport sur le Projet de Programme. On y lit :

« En effet, dans la BSD (la Banque Sénégalaise de Développement), les actionnaires sont le Gouvernement Sénégalais, la BCEAO (Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest) et, la Caisse Centrale de Coopération Économique.

Les statuts de la BSD stipulent que le Président du Conseil d'administration (où le secteur privé est très largement représenté) ne peut être nommé sans l'assentiment de la haute finance française. Il est évident que c'est le capital financier étranger qui contrôle la BSD. C'est la France qui détient toujours le monopole de l'émission de la monnaie, exerce le contrôle de la circulation fiduciaire, à la haute main sur les réserves en devises. C'est là un danger pour l'économie sénégalaise qui est intégrée à la zone franc et qui subit à son grand dommage toutes les fluctuations et dévaluations du franc métropolitain. La BSD n'aura de sens que dans la mesure où elle détiendra le monopole de la monnaie, dans un contexte économique plus vaste sur le plan Africain, en dehors de toute dépendance étrangère. Ce qui pose tout de suite le problème de la nécessité et de l'urgence de l'Unité Africaine ».

Cela est encore plus valable et applicable aujourd'hui à la BCEAO. Je suis donc sans réserve aucune avec ces citoyens debout contre le FCFA et les Accords de Partenariat Economique. Le devoir de mémoire, l'une des tâches de notre temps mérite d'être poursuivi et soutenu.

**Interview par Ndongo Samba Sylla,
Chargé de programme, RLS**

Tous les articles publiés sur ce site ont été écrits de manière indépendante. Les opinions et opinions exprimées engagent leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de la Rosa Luxemburg Stiftung.

ROSA LUXEMBURG STIFTUNG
AFRIQUE DE L'OUEST

Sotrac-Mermoz Villa 43 BP : 25013 | Dakar-Sénégal
Téléphone: +221 33 869 75 19 | Fax: +221 33 824 19 95 | Website: www.rosalux.sn

ROSA LUXEMBURG STIFTUNG